Questions orales

M. Broadbent: Madame le Président, le ministre a pris trois minutes pour ne pas répondre à la question. Après nous avoir énuméré toutes les délibérations qu'entreprendra le gouvernement, pourrait-il maintenant assurer à la Chambre et aux autochtones qui vivent dans cette région du pays et dont les espoirs avaient été légitimement exaltés à cause de l'appui accordé par la majorité des Canadiens de tout le pays aux recommandations du rapport Berger, que le gouvernement n'autorisera pas la construction de ce pipe-line avant que ces revendications territoriales soient réglées?

M. Munro (Hamilton-Est): Madame le Président, je ne puis donner pareille assurance au député parce que le gouvernement n'a pas encore été saisi de la question pour prendre une décision. Le député ne s'attend sûrement pas à ce que je prenne une décision unilatérale avant que le gouvernement ait eu la chance d'étudier la question.

En ce qui concerne les revendications territoriales, nous avons nommé un négociateur chargé de négocier le règlement des revendications, et il est possible, bien sûr, qu'une fois les consultations terminées, ce projet n'ait absolument aucune incidence sur les revendications territoriales. On devrait au moins examiner cette possibilité pour voir si c'est le cas ou non.

● (1430)

L'ASSURANCE D'UN RÈGLEMENT DES REVENDICATIONS
TERRITORIALES

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je voudrais poser une question à quelqu'un qui peut parler au nom du gouvernement, c'est-à-dire le premier ministre. J'espère qu'il est en mesure de parler au nom du gouvernement.

Compte tenu de l'importance de cette question et des positions qu'a déjà adoptées le gouvernement lors de débats précédents, positions qui tendent à appuyer les revendications morales des autochtones de cette région du pays, le premier ministre va-t-il donner à la Chambre l'assurance et, pour reprendre une sorte de cliché, va-t-il lui donner la garantie absolue qu'avant de donner le feu vert à la construction de ce pipe-line, le gouvernement satisfera les revendications morales légitimes des autochtones en vue d'un règlement territorial?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, nous avons créé la Commission Berger précisément parce que nous voulions obtenir sur cette question des renseignements émanant de nombreuses sources indépendantes. Nous les possédons maintenant. Les revendications des autochtones sont à l'étude depuis plusieurs années et je crois savoir qu'au chapitre des revendications territoriales, on a accompli des progrès. Comme le ministre l'a dit, nous progressons en ce moment, mais nous ignorons toujours quand tout sera réglé.

J'appuie sans réserve le ministre; nous ne pouvons tout simplement pas faire une déclaration vague du genre de celle que réclame le chef du Nouveau parti démocratique. Nous essaierons certainement de mener à bien les négociations et d'en finir le plus rapidement possible. Je tiens à bien préciser que nous ne pouvons nous engager à attendre indéfiniment.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DES ORATEURS DU COMMONWEALTH

Mme le Président: Je voudrais signaler à la Chambre la présence à la tribune des Orateurs des pays du Commonwealth. Ils assistent à la sixième conférence des Orateurs du Commonwealth, manifestation que le Canada a l'honneur d'accueillir.

Des voix: Bravo!

* * *

LES SUBSTANCES DANGEREUSES

LES TESTS FAITS SUR L'URÉE-FORMALDÉHYDE PAR LA SOCIÉTÉ
CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

M. Doug Lewis (Simcoe-Nord): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre responsable des questions de logement et de la SCHL. Lors d'une conférence de presse donnée ce matin, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déclaré que le gouvernement était victime d'un manque d'informations sur les matériaux isolants à base d'urée-formaldéhyde. La SCHL a certainement testé ce matériau avant d'autoriser son utilisation dans le cadre du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. J'aimerais que le ministre chargé des questions de logement me dise si la SCHL a elle aussi été victime d'un manque d'informations sur ce produit. La Société a-t-elle procédé à des tests avant d'autoriser l'utilisation de ce produit isolant?

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, mon collègue le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social s'est déjà expliquée sur l'expression «victime». Je renvoie donc le député à sa réponse sur ce point.

En ce qui concerne la SCHL et les tests auxquels le député fait allusion, lorsque la décision du gouvernement d'interdire provisoirement l'utilisation de la mousse d'urée-formaldéhyde a été annoncée, il va de soi que la Société a interdit d'utiliser ce produit dans le cadre du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes ou conseiller de ne pas s'en servir. En ce qui concerne les tests qui ont pu être effectués jusqu'à présent, mon collègue de la Santé nationale a rappelé ce que la plupart des gens savent, à savoir que la question n'a pas encore été réglée et que le gouvernement avait interdit provisoirement l'utilisation d'urée-formaldéhyde sur la base des données dont il disposait déjà. Je ne pense pas pouvoir ajouter quoi que ce soit à sa réponse, si ce n'est que pour l'instant, le gouvernement estime devoir interdire l'utilisation de ce matériau.

M. Lewis: Madame le Président, selon moi, la SCHL n'aurait pas dû autoriser l'utilisation de cet isolant. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a indiqué que le gouvernement n'avait rien prévu pour dédommager les propriétaires qui ont des problèmes chez eux à cause de ce matériau. Par ailleurs, en autorisant l'utilisation de ce produit dans le cadre de PITRC, le gouvernement a donné de la crédibilité à ce produit. Le ministre et son ministère ne se sentent-ils pas responsables envers les propriétaires canadiens qui ont utilisé ce produit pour isoler leur foyer avec l'aide financière et les encouragements du gouvernement fédéral?